



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Mise en œuvre d'une stratégie de restauration des Etangs Palavasiens - Convention de gestion de services avec Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopol Méditerranée - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le syndicat mixte des étangs littoraux, le SIEL, a été créé le 22 octobre 1998. Il regroupe trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Communauté d'Agglomération Sète Agglopol Méditerranée.

Ce syndicat a pour objet :

- d'être acteur de la restauration, de la gestion, de la mise en valeur et de la protection des milieux naturels lagunaires, situés entre les étangs de l'Or et de Thau, dénommés « étangs palavasiens »,
- d'animer et de coordonner le document d'objectif sur le site NATURA 2000 « étangs palavasiens et étang de l'Estagnol »,
- de constituer une instance représentative des intérêts des collectivités et groupements riverains des étangs au sein des commissions locales de l'eau des SAGE « Lez Mosson étangs palavasiens » et du bassin de Thau et lors de tout aménagement actuel et à venir, afin que soient pris en compte les problèmes liés à la préservation de la biodiversité et de l'intérêt paysager des espaces lagunaires.

Les EPCI à fiscalité propre se sont vus attribuer, de par la loi, à compter du 1er janvier 2018, les quatre compétences obligatoires suivantes définies à l'article L211-7 du Code de l'environnement :

- Item 1 : l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- Item 2 : l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- Item 5 : la défense contre les inondations et contre la mer,
- Item 8 : la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Ces missions sont regroupées sous le terme de GEMAPI (gestion des milieux aquatiques – prévention des inondations).

Des réflexions préparatoires à cette prise de compétence et à l'établissement d'un Schéma territorial d'Organisation des Compétences liées au grand cycle de l'Eau (SOCLE) ont été menées conjointement par les différents acteurs concernés, EPCI à fiscalité propre, syndicats mixtes, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) et collectivités territoriales compétentes.

Les principes de gouvernance suivants ont été retenus :

- une rationalisation et une simplification de l'organisation dans le domaine du grand cycle de l'eau, et notamment de la GEMAPI,
- un exercice en propre des nouvelles actions GEMAPI par les EPCI-FP compétents dans un souci d'efficacité, de proximité et de subsidiarité, avec possibilité de délégations ciblées et contractuelles aux établissements publics territoriaux de bassin,
- une réaffirmation de la coordination de bassin versant exercée par les EPTB, avec la poursuite des études et de l'animation réalisées à cette échelle.

Considérant ces orientations et l'objet statutaire du SIEL, correspondant à l'item 8 de la GEMAPI et à des missions d'animation relevant de l'item 12 [*animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique*] de l'article L211-7 du Code de l'environnement, les 3 membres du SIEL, en concertation avec les élus du Conseil syndical, se sont prononcés sur la dissolution du syndicat au 1er janvier 2019, sur la base des articles L 5211-25, L 5211-26 et L 5212-33 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Les missions du SIEL ainsi que son personnel seront repris au sein des 3 EPCI et de l'EPTB compétent, le SYBLE, par consentement mutuel des 3 EPCI adhérents au SIEL, conformément à l'article L5212-33 du CGCT à compter du 1^{er} janvier 2019.

Dans cette perspective, il est nécessaire d'assurer la continuité, la coordination et la mise en œuvre de la stratégie de restauration des lagunes palavasiennes qui s'étendent sur leurs territoires. Ces missions communes ont pour objet de :

- finaliser et animer la stratégie de restauration des zones humides du périmètre concerné,
- mettre en commun la connaissance et l'expertise écologique sur cette unité littorale,
- concevoir et mettre en œuvre un outil d'aide à la décision et à la gestion opérationnelle permettant de répondre aux orientations fixées dans les documents de planification concernant cette zone (SAGE, SRCE, DOCOB, Plans de Gestion...)

Il est donc envisagé de conclure une convention de gestion de service entre les 3 EPCI, en application de l'article L. 5111-1 du Code général des collectivités territoriales. La Métropole assurerait, dans ce cadre, les missions susvisées, pour son compte et celui de ses 2 partenaires, à compter du 1er janvier 2019 pour une durée de 3 ans reconductible une fois pour la même période.

Elle mettrait en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de ces missions, assurerait la passation et la gestion de tous les contrats nécessaires à la réalisation de cette mission, demeurerait l'employeur et l'autorité hiérarchique et fonctionnelle des agents réalisant une partie de leurs tâches pour les deux partenaires.

L'exercice de ces prestations s'effectuerait dans le cadre du budget prévisionnel défini en annexe de la convention, sans rémunération complémentaire.

Les coûts internes et externes, déduction faite des recettes affectées, notamment les subventions dédiées, seront refacturés annuellement à l'euro près aux communautés d'agglomération de Sète Agglopôle et du Pays de l'Or, sur la base des clefs de répartition actuellement en vigueur au sein du SIEL :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 47 %,
- Sète Agglopôle Méditerranée : 43 %,
- Pays de l'Or Agglomération : 10 %.

Le coût résiduel de ce service unifié, après obtention des subventions attendues de l'Agence de l'Eau et de la Région, est ainsi estimé pour la période 2019-2021 à 52 500€ répartis comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 24 674 €,
- Sète Agglopôle Méditerranée : 22 576 €,
- Pays de l'Or Agglomération : 5 250 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion de services relative à la coordination et la mise en œuvre de la stratégie de restauration des lagunes palavasiennes à intervenir entre Sète Agglopôle Méditerranée, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.5111-1 du CGCT,
- solliciter auprès de la Région Occitanie et de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et tout autre organisme compétent, les financements contribuant à la bonne réalisation des missions objet de la présente,
- dire que les crédits seront inscrits au Budget général 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60678-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.